

L'action sociale prise pour variable d'ajustement. Ne laissons pas faire !

COMMUNIQUÉ — MONTREUIL, LE 16 FÉVRIER 2026

Communiqué suite aux commissions permanentes logement et budget du 12 février 2026

LA DIRECTION générale de l'administration et de la Fonction publique (DGAFP) a confirmé une trajectoire catastrophique: **une baisse de 76,8 %** du budget des sections régionales interministérielles d'action sociale (SRIAS) alors même que le budget général 2026 n'est toujours pas officiellement connu mais que **la suppression de 29 millions d'euros** de crédits a été annoncée. Sous couvert de "contraintes budgétaires", c'est un véritable **plan de liquidation de l'action sociale** qui est en marche.

Quel mépris du dialogue social et des agentes et agents de la Fonction publique: la commission budget a été bâclée en moins d'une heure sans aucune marge de manœuvre !

Ce qui risque concrètement de changer pour chacun-e d'entre nous (non exhaustif):

► **Restauration:** Des assiettes plus chères et moins garnies ! La baisse des subventions signifie une augmentation immédiate du "reste à charge" pour l'agent, transformant votre pause déjeuner en poids financier supplémentaire.

► **Vacances:** Après une première attaque faite aux retraité-es, la disparition des chèques-vacances pour tous et toutes est désormais une menace réelle ! C'est le retrait d'un dispositif qui permet à des milliers de familles de partir en vacances.

► **Loisirs:** Fin des tarifs réduits, des billetteries sociales et des accès à la culture financés par vos SRIAS !

► **Colonies de vacances** d'été et séjours enfants: Une réduction drastique des places disponibles et une hausse des tarifs pour les familles !

► **Séjours handicap et aidants:** Ces séjours "bulle d'air", vitaux pour les enfants en situation de handicap et leurs parents, sont les premiers sacrifiés ! La CGT a rappelé à l'administration: un enfant heureux, ce sont des parents sereins. Supprimer ces séjours, c'est abandonner les familles les plus fragiles.

► **Logements d'urgence et temporaires:** En cas de séparation, de sinistre ou de mutation difficile, les solutions de relogement d'urgence vont se compliquer encore plus !

► **Aide à l'Installation des Personnels:** Les budgets ne permettent plus de garantir à tous l'accès à cette aide indispensable !

► **CESU 6-12 ans:** Ce coup de pouce pour la garde d'enfants est directement visé par les coupes budgétaires !

**La CGT n'accepte pas et n'acceptera pas que l'action sociale soit sacrifiée !
Parce que de l'argent il y en a.**

Elle exige:

► **Le maintien intégral des crédits** pour l'action sociale interministérielle en général et ceux des SRIAS en particulier,

► La sanctuarisation des **séjours Handicap, des chèques-vacances et de l'aide au Logement.**

L'action sociale est notre dû. Elle n'est pas un luxe, mais une condition de notre dignité d'agent-es public-ques.

MOBILISONS-NOUS